

La réforme peut-elle revaloriser la voie pro ? L'avis de chefs d'entreprise, de proviseurs et du recteur de Besançon

7-9 minutes

L'académie de Besançon envisage d'introduire l'enseignement de la philosophie en lycée professionnel. L'enseignement général peut contribuer "à redonner leurs lettres de noblesse aux métiers", estime Jean-François Chanet. Lors d'un point presse le 3 juin 2019, le recteur décrit la manière dont l'académie a associé les acteurs économiques à la réforme de la voie professionnelle, attendue notamment des secteurs d'activité que les élèves méconnaissent. La réforme "va nous permettre de toucher des jeunes en gestion-administration par exemple", estime Isabelle Brosse, déléguée régionale de l'AFT.



Les élèves du bac pro métiers du cuir au lycée Les Huisselets à Montbéliard © Alexandra Caccivio

Revaloriser, en la réformant, la voie professionnelle : le discours "peut paraître convenu [...], un peu incantatoire et donc un peu insincère puisqu'il faut sans cesse le répéter – sans pour autant que cela change", remarque Jean-François Chanet. Le recteur de l'académie de Besançon insiste cependant sur les conditions qui sont aujourd'hui réunies pour conduire avec succès selon lui la transformation de la voie professionnelle.

La présence à ses côtés lors d'une conférence de presse organisée le 3 juin 2019 de plusieurs représentants du monde

économique constitue à ce titre un "signe fort". Pierre Genzi, vice-président de la FFB de Bourgogne Franche-Comté, Jean-Philippe Richard, président du Medef de Bourgogne Franche-Comté, Isabelle Brosse, déléguée régionale de l'AFT et Michel Goetz, président du pôle formation à l'UIMM de Franche-Comté font partie des acteurs qui, en Bourgogne Franche-Comté, ont participé aux côtés du rectorat à préparer la réforme.

Au total, les 89 branches professionnelles ont été associées, avec parmi les temps forts une journée d'échange organisée – à l'échelle de la région académique – le 8 avril dernier au lycée Pontarcher de Vesoul.

"l'Éducation nationale doit sortir d'une logique insulaire"

Au cœur de la transformation de la voie professionnelle, "il y a cet équilibre à trouver entre une formation générale qui doit être suffisante pour apporter aux élèves un bagage culturel suffisant [...] et une formation technique qui a besoin d'être de plus en plus pointue et en même temps évolutive", dit le recteur. Mais, pour cela, "l'Éducation nationale doit sortir d'une logique insulaire et autosuffisante" parce que "nous ne pouvons pas tout faire tout seul", ajoute-t-il.

Dans le cadre de ces échanges, la FFB a déjà "déposé 40 candidatures, sur l'ensemble de la Bourgogne Franche-Comté", pour étoffer le réseau des conseillers école-entreprise, illustre Pierre Genzi. L'UIMM, de son côté, souligne l'importance du partenariat avec l'Éducation nationale, particulièrement "dans les zones où les entreprises aimeraient prendre des jeunes en apprentissage mais où il n'y a pas de CFA à côté", avance Michel Goetz.

Une réforme qui va permettre d'élargir le vivier de recrutement

Le transport et la logistique font partie des secteurs qui attendent beaucoup de la réforme – en particulier de la mise en place, à la rentrée prochaine pour les élèves de 2de, des trois familles de métiers ([lire sur AEF info](#)). "Le point positif, pour mon secteur d'activité qui n'est pas connu, où les jeunes se retrouvent en bac pro logistique un peu hasard, c'est que cela va nous permettre de toucher des jeunes en gestion-administration par exemple", souligne Isabelle Brosse. Ainsi, espère-t-elle, les élèves seront plus nombreux à venir par choix.

En Bourgogne Franche-Comté, elle travaille, de plus, avec le rectorat de la région académique pour créer un nouveau campus des métiers et des qualifications qui, à Chalon-sur-Saône, Vesoul et Belfort, serait dédié aux transports et à la logistique.

Les chefs d'établissement, eux aussi, estiment que la réforme sera de nature à redorer l'image du bac professionnel. "La vraie nouveauté, c'est que pour les parents d'élèves en 3e, le bac pro est désormais LA voie pour entrer en BTS, dit Fabrice Drouin, proviseur de la cité scolaire Jules-Ferry à Delles. L'immense majorité des jeunes, dans le tertiaire, peuvent poursuivre en BTS et réussir en BTS."

Les enseignements généraux préservés

Interrogé sur la place laissée aux enseignements généraux et sur la baisse du nombre d'heures de cours, le recteur réfute l'idée d'un appauvrissement. "Il ne s'agit pas de faire moins mais de faire mieux", affirme Fabrice Peyrot, le doyen des IEN. "Notre dotation horaire globale n'a pas baissé", souligne d'ailleurs Béatrice Chirouze, proviseure au lycée professionnel Victor-Bérard de Morez.

Les co-interventions, elles, n'accaparent pas toutes les heures dédiées aux enseignements généraux qui seraient (ainsi que le redoutent certains) "affaiblis". Un exemple que donne Viviane Magnin-Feysot, proviseure du lycée Pontarcher de Vesoul : en français, les élèves "ont une heure de co-intervention et 3 heures en classe avec le professeur de lettres seul".

Introduire la philosophie en bac pro

"Nous voulons profiter de cette réforme pour introduire l'enseignement de la philosophie" en lycée professionnel, "comme cela s'est fait dans d'autres académies à titre expérimental", ajoute Jean-François Chanet. "Nous avons déjà rencontré les professeurs de philosophie. Il n'y a aucune raison de priver les élèves en lycée professionnel de l'accès à cette discipline – à condition que cela se fasse dans l'esprit de la co-intervention c'est-à-dire que cela permette d'introduire une réflexion philosophique avec ce qu'est la formation professionnelle."

"On a beaucoup trop dévalorisé, d'un point de vue symbolique et culturel, le travail manuel."

Jean-François Chanet

Pour le recteur de Besançon, "que les disciplines de l'enseignement général contribuent à redonner leurs lettres de noblesse aux métiers, que l'on ne sépare plus la culture des métiers, cela ne devrait pas être conçu comme une régression mais comme un progrès". "Je me battrais en tout cas pour cela. Parce qu'on a beaucoup trop dévalorisé, d'un point de vue symbolique et culturel, le travail manuel."

L'académie de Besançon va également poursuivre le travail engagé pour développer la mobilité des lycéens en formation professionnelle. Elle a constitué avec la Fédération des maisons familiales et rurales de Bourgogne Franche-Comté un "consortium" qui a construit un projet Erasmus +. Elle disposera, en 2019-2020, d'un budget de 712 000 euros qui permettra de faire partir à l'étranger plus de 500 jeunes à l'étranger.

Pour rappel, plusieurs organisations syndicales enseignantes s'opposent à la réforme de la voie professionnelle, notamment en raison de la baisse du volume d'heures des élèves et de l'impact sur les conditions de travail des PLP ([lire sur AEF info](#)).